

PARTI DE L'ISTIQLAL

**Le discours que le Président
Allal El Fassi a prononcé devant
le Conseil National du Parti de
l'ISTIQLAL.**

Les 23, 24 mai 1970

PARTI DE L'ISTIQLAL

Langues à Dieu Seul.

**Le discours que le Président
Allal El Fassi a prononcé devant
le Conseil National du Parti de
l'ISTIQLAL.**

Les 23, 24 mai 1970

PARTI DE L'ISTIQLAL

Le discours que le Président
Allal El Fassi a prononcé devant
le Conseil National du Parti de
l'ISTIQLAL.

Les 23, 24 mai 1970

Ainsi restons-nous à l'image de ceux qui nous ont en-
tendus au début de notre indépendance formelle, et ne
cherchons qu'à poursuivre notre route et à trouver les
meilleures solutions qui nous servent de l'échange et nous
libèrent de l'étranger.

C'est de notre colonialisme intellectuel que nous sommes
différents des autres pays qui ont le même sort comme les
autres pays qui ont été l'objet de l'occupation coloniale et
qui cherchent toujours à sortir de l'occupation de tel ou
d'un autre pays. L'occupation de tel ou d'un autre pays
n'est pas le problème de la libération, c'est un moment
de notre histoire, l'occupation est terminée et ce qui nous
libère est la libération de notre esprit.

Louanges à Dieu Seul,

« Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National du Parti de l'Istiqlal,

« Permettez-moi de vous présenter mes excuses pour le retard qui a eu lieu avant que vous soyez convoqués à cette session ; vu les voyages que j'ai entrepris à l'étranger ; et étant donné les circonstances qui nous ont empêché de faire notre devoir à temps.

Vous êtes au courant des derniers événements intervenus au cours de cette partie de notre histoire nationale ; les problèmes nationaux et internationaux subsistent dans la même ampleur ; notre lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes continue ; car ceux qui empêchent notre libération à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ne sont que les complices du colonialisme ancien et nouveau, dont ils sont esclaves intellectuellement ; et c'est ce qui explique leur attachement spirituel à toute forme de colonialisme. Le sous-développement du Tiers-Monde n'est que la conséquence fâcheuse d'un tel comportement, c'est ce qui explique que les pays sous-développés tentent à renier leur passé glorieux, leur religion, leur langue nationale, en un mot tout ce qui leur est propre et cher.

Ainsi restons-nous à l'image de ceux qui nous ont colonisés, ne vivant qu'une indépendance formelle, et ne cherchant guère à percevoir notre réalité et à trouver les remèdes efficaces qui nous sauvent de l'esclavage et nous rendent notre liberté...

C'est ce même colonialisme intellectuel qui a créé les divergences entre pays qui ont le même sort comme les pays arabes qui ont été l'objet de l'agression sioniste et qui perdent leur temps à hésiter sur l'adoption de tel régime l'exécution de tel programme ; ceci à un moment où notre ennemi s'approprie nos terres et exploite nos richesses.

L'impérialisme sioniste est la preuve de notre dégradation

Notre système de défense vis-à-vis du problème de l'impérialisme sioniste en Palestine et dans les pays arabes est la meilleure preuve du retard qui imprègne notre pensée rétrograde et colonisée.

Vingt trois ans sont passés déjà depuis la colonisation de la Palestine, qui représente actuellement un grand danger pour les Etats arabes depuis le Golfe Arabique à l'Océan Atlantique et non du Nil à l'Euphrate.

Et si nos peuples s'étaient libérés des chaînes qui les attachaient au colonialisme tant dans leur pensée que dans leur comportement, ils ne seraient pas tombés dans ce désastre actuel.

Le problème de la Palestine est donc, pour les Arabes et pour les Musulmans, une question de vie ou de mort.. Il nous met devant le choix entre rester une Nation arabe indépendante de toute affiliation et de toute pression étrangère, ou poursuivre notre dépendance vis-à-vis de

l'impérialisme occidental qui nous a détournés de notre objectif.

Si nous voulons recouvrer notre personnalité et retrouver notre liberté et notre dignité nous devons prendre pleine conscience du danger qui nous menace Nous devons comprendre que le sionisme n'est pas un colonialisme qui se contentera de Jérusalem et des terres qui l'entourent, mais qu'il représente l'offensive historique qu'ont commencée les sionistes, les croisés et les colonialistes contre cette humanité immense qui s'étend de l'Afrique à la Chine, sépare l'Europe et l'Amérique et représentait dans le passé le danger arabo-musulman et aujourd'hui la voie de passage du danger chinois. Au lieu de nous renforcer pour pouvoir garder nous-mêmes ce passage, et constituer ainsi une région tampon, l'Occident tient à occuper par lui-même cette région, de façon à entraver la renaissance arabo-islamique d'une part, et contenir le danger jaune d'autre part.

Pour nous, il s'agit donc de notre renaissance ou de notre stagnation. Et tant que le colonialisme sous ses formes sioniste, croisée ou exploiteuse, nous empêche de réaliser notre renaissance, nous devons être convaincus que le seul moyen de repousser le danger et de briser les chaînes, est de faire face au défi.

La solution réside dans l'unité et l'engagement de la lutte pour l'existence

Nous devons être sûrs que l'unique solution à notre problème c'est notre unité totale mettant de côté toutes nos différences de régimes et de tendances et nous engager dans le combat de l'existence que nous imposent la géographie et l'histoire. Et lorsque le parle de nous, je veux dire tous les Arabes et tous les Musulmans qui forment de fait le Tiers-Monde d'un point de vue géographique et idéologique. Nous sommes ce géant qui s'étend de

l'Afrique à la Chine ; et nous le monde musulman, qui se presse devant le capitalisme et le marxisme Cette réalité ne la nient que ceux qui ont un esprit colonialiste ou des visées impérialistes

De là nous voyons pourquoi devant le défi impérialiste, nous avons demandé la réunion d'un congrès musulman au sommet Nous avons voulu que prenne corps devant l'opinion publique internationale notre existence réelle et que les Musulmans se rappellent qu'ils constituent une seule nation qui doit s'unir et travailler. Le Sommet Islamique s'est réuni comme nous le voulions, suivi de la réunion des ministres des Affaires Etrangères, laquelle aura lieu encore une autre fois à la fin de l'été Au cours de cette réunion, il a été décidé le principe de constituer un Secrétariat Permanent. Mais nous considérons ces résultats comme de simples mouvements d'idées préalables à une renaissance et nous continuons la lutte jusqu'à ce que les Musulmans, après avoir su ce qu'ils sont, prennent conscience de leur devoir envers leur existence et affrontent, grâce à leur unité, à leur idéologie et à leur préparation à une résistance à long terme, le défi impérialiste. L'impérialisme est décidé à rester sur nos terres d'une manière ou d'une autre et nous ne pourrions le vaincre que si nous croyions en nous-mêmes et nous nous attachions à nos principes et entreprenions le contact sacré pour le Droit et la liberté.

Les U.S.A. arment « Israël » et les Arabes et les Musulmans doivent réagir fermement

Le problème de la Palestine et des pays arabes occupés n'est que la première épreuve que nous devons surmonter par la volonté et la foi. Les quatre grandes puissances auxquelles le Congrès Islamique a fait appel pour

mettre fin à l'agression sont encore plongées dans des discussions bizantines et des différends basés sur leurs intérêts beaucoup plus que sur leurs principes. Les USA et ceux qui les suivent apportent à « Israël » leur aide matérielle et leur appui sur le plan international et reprochent à l'Egypte de recevoir une aide de l'Union Soviétique.

Quel est le rôle des pays où il y a encore des bases américaines ?

Vous êtes au courant des messages que le président Nasser avait adressés aux autres pays arabes. Le Roi du Maroc, dans son discours du Mouloud, a révélé que leur but en était la demande d'aide et a déclaré que celle-ci restera toujours accordée par le Maroc. Ceci signifie que le danger de l'affrontement augmente et que l'aide américaine à « Israël » sera beaucoup plus grande dans les jours à venir, ce qui nécessite une réaction arabo-musulmane efficace, consciente de la réalité des choses. Les relations entre Arabes et Musulmans et les USA restent encore normale dans la plus grande partie du Tiers-Monde. Mais ces relations n'ont aucune utilité si les USA ne sont pas convaincus de la nécessité d'abandonner leur partialité pour « Israël » ; au contraire, si une autre guerre éclate, ils seront un appui pour l'ennemi des Arabes, surtout en ce qui concerne les pays où il y a encore des bases militaires américaines, officielles ou non officielles.

C'est la leçon que je comprends de la diplomatie secrète arabe qu'alimentent actuellement ses émissaires. De toute façon, notre devoir est de prendre conscience du danger qui nous menace et de savoir ce qu'on veut de nous. Il faut qu'on accepte, en principe, la guerre avec les sionistes et avec tous ceux qui nous combattent dans leurs rangs,

qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest et qu'on se prépare pour cela politiquement et stratégiquement, ceci même dans le choix de nos alliés et amis. Si la guerre éclate, nous y rentrerons conscients et préparés et si Dieu en épargne l'humanité, nous aurions fait notre devoir ; sinon, nous resterons hésitants entre la peur et l'espoir.

Il faut accroître notre aide aux résistants

Et, dans l'attente de cette guerre d'épuration, nous devons accroître notre aide aux résistants arabes, à l'Organisation de Libération « El Fath » et aux Egyptiens qui poursuivent la guerre d'usure ; ainsi qu'à nos frères libanais qui sont l'objet d'agressions continues du simple fait qu'ils hébergent leurs frères réfugiés, victimes du sionisme. Je profite donc de cette occasion pour saluer tous ces combattants qui se sacrifient pour la justice et la liberté et qui, en accentuant la résistance, préparent le combat décisif qui mettra fin au colonialisme sioniste et ramènera les Arabes, les Juifs et les Chrétiens à vivre ensemble sur la « Terre de la paix » en citoyens libres dans un pays libre.

Je ne peux, d'autre part, laisser passer cette occasion, sans rendre hommage aux efforts accomplis par le Parti de l'Istiqlal et l'Association Marocaine pour le Soutien à la Lutte Palestinienne, efforts qui ont permis l'envoi de quelque aide pour les campagnes d'hiver et d'été comme je dois rendre hommage aux efforts fournis par la Presse Nationale pour éclairer l'opinion publique et apporter son appui à la cause arabe. Mais de plus grands efforts sont attendus de chacun de nous.

La colonisation espagnole de nos terres

Le colonialisme qui asservit la Palestine et d'autres pays se retrouve malheureusement chez nous.

Comme le colonialisme sioniste, le colonialisme espagnol sur nos terres est également un colonialisme de peuplement. Les Espagnols sont parvenus aujourd'hui à constituer la majorité des habitants de Ceuta et Méllilla et ils sont en train de procéder à l'hispanisation de notre Sahara, à Sakiat El Hamra et Rio de Oro que quittent en réfugiés des dizaines de citoyens marocains fuyant la répression.

Nous avons essayé, à maintes reprises, de convaincre les responsables espagnols du bien-fondé de notre droit à récupérer nos terres spoliées au Nord et au Sud. Nos démarches traduisaient l'intérêt que nous portons au maintien de bonnes relations entre nos deux pays et notre désir d'asseoir une coopération solide dans l'avenir sur un pied d'égalité, de façon à faire face à tout ce qui menacerait notre existence commune, ainsi que nous l'impose la géographie politique. Mais les intérêts colonialistes rendent ces démarches vaines.

En fait, si le gouvernement marocain a fait montre de carence pour n'avoir pas de position ferme en temps utile sur cette question l'Espagne de son côté n'a guère voulu profiter du bon état des relations entre les deux pays pour résoudre ce contentieux, sur la base de la reconnaissance de notre souveraineté sur ces terres marocaines. Elle aurait pu ainsi garantir ses bonnes relations avec l'ensemble du Maghreb.

Au mois dernier, le ministre des Affaires Etrangères espagnol a effectué une visite au Maroc sur invitation de son homologue marocain. Cette visite a suscité, dans les milieux officiels, un grand espoir d'arriver à un accord, sur des points de principe, susceptibles d'apurer le contentieux colonial dans le cadre des relations amicales existant entre les deux pays. Mais il paraît que la déception que ressentent les responsables marocains a effacé tout espoir de voir les Espagnols accepter la solution amiable recherchée.

Le jeu colonialiste entre le Maroc, la Mauritanie et les pays arabes

A la suite de la visite de M Ould Daddah à la Libye et la déclaration qu'il a faite, demandant le rattachement à la Mauritanie du Sahara marocain, sous domination espagnole, ainsi prétend-il, qu'il était auparavant. Il est apparu que le colonialisme espagnol continue son jeu politique entre le Maroc, la Mauritanie et les peuples arabes - et ce malgré la reconnaissance, sans contre-partie, du régime mauritanien par le gouvernement de Rabat.

La région de Sakiat El Hamra et de Rio de Oro fait partie intégrante du territoire marocain. Et si nous avons toujours proclamé que la Mauritanie elle-même est partie intégrante de notre territoire, la vérité nous oblige, aujourd'hui que ce territoire est devenu indépendant, à réaffirmer que l'organisation régionale du sultanat considérait Sakiat El Hamra et Rio de Oro comme une partie de Tafaya qui comprenait alors les Adrars et toutes les terres Rcoubat qui relevaient des fils de Moulay Abdeslam Ben Mchich. Vient après la région de Chanqit ou Mauritanie. A signaler que pendant tout le protectorat espagnol, Sakiat El Hamra et Rio de Oro n'ont jamais cessé de relever de l'autorité concédée par le Roi du Maroc à Son Altesse le Khalifat auprès du Protectorat Espagnol.

En fait, nous aurions dû dépasser ces considérations et considérer le Maroc comme un seul pays, nous entraînant au Nord et au Sud pour repousser le colonialisme et combattre ses manœuvres visant à créer des divisions internes au nom de la négritude et d'autres considérations raciales. Mais ce qui est arrivé révèle encore une fois l'influence du colonialisme dans l'esprit de ceux qui ont été chargés d'appliquer sa politique.

La revendication de Gibraltar par l'Espagne nous fonde à réclamer la restitution de nos villes et j'ai, à maintes

reprises, demandé au gouvernement de faire en sorte qu'il participe, en tant que troisième partie intéressée, à la solution de cette affaire, vu l'importance de cette question dans le Golfe Maghrébin...

A cet égard est apparu récemment un élément nouveau qui réside dans le stationnement des navires israéliens dans le port de Gibraltar et le transport des blessés israéliens pour recevoir des soins dans cette localité.

Ne sommes nous pas fondés devant cette situation à réclamer un droit de contrôle sur ce qui se passe de l'autre côté du Golfe ?

Le Parti de l'Istiqlal veille à la réalisation effective de l'Unité Maghrébine

Un grand espoir est apparu à l'horizon du Maghreb Arabe lorsque les trois pays ont accepté de se réunir à nouveau pour prendre les mesures concrètes de réalisation des plans préparés par la Commission Permanente. C'était le commencement de la coopération et le prélude à une unité économique fondée sur des plans communs. Des réunions entre ministres responsables de secteurs particuliers se sont tenues par la suite.

D'autre part, la semaine prochaine va se tenir une réunion entre S.M. le Roi et S.E. le Président Boumedienne dans la ville de Tlemcen. Nous espérons que cette rencontre contribuera à la réalisation des objectifs unitaires dans le cadre du respect des souverainetés nationales .

Pour sa part, le Parti de l'Istiqlal attache le plus grand prix à ce que la construction de l'unité maghrébine accomplisse des étapes positives parce que le temps de

l'isolement est révolu et nul ne peut se replier sur lui-même sauf s'il entend se mettre sous le joug de puissances étrangères.

Nous avons déclaré à maintes reprises que l'union maghrébine constitue une étape vers la réalisation de la grande union arabe et c'est cela qui nous fait penser que le maintien de la Libye au sein du Maghreb s'imposait, car à nos yeux, il ne l'empêchait nullement de contracter une autre union avec les pays arabes qui lui sont voisins. Au contraire, la Libye, de par sa position, peut constituer le trait d'union entre les deux « triangles » et le lien solide entre ces deux fronts prélude à une alliance à six qui œuvrerait pour la constitution d'une union arabe s'étendant du Golfe Arabique à l'Atlantique.

C'est pourquoi je renouvelle mon appel au gouvernement de la Révolution Libyenne, lui demandant de réexaminer sa position, car il n'y a pas, d'un côté, les arabes occidentaux, et de l'autre, les Arabes orientaux, mais des pays qui doivent s'unir entre voisins frères, voisins par la géographie, les sentiments et les intérêts.

La croisade colonialiste dans l'Est de la patrie arabe

Mesdames, Messieurs,

Notre pays n'est pas le seul à garder les traces des premières croisades coloniales à Ceuta, Mellilla et au Sahara Marocain, mais le Golfe en connaît aussi depuis le conflit euro-asiatique du 15ème siècle.

En effet, lorsque le monde musulman s'est réjoui de la reprise de Constantinople par le grand Sultan Mohamed Al Fatih en 1453, l'Espagne et le Portugal rêvaient de fonder un Empire à l'Orient.

Mais l'Occident était gêné par ce grand géant islamique qui le séparait de l'Inde. Christoph Colomb découvre alors en 1492 la route de l'Amérique ; et un grand voyageur découvre le cap de Bonne Espérance.

La domination arabe sur les mers a cessé tandis que la marine portugaise occupait une place privilégiée faisant de Mascate dès 1565, un centre portugais, et le point de départ du colonialisme occidental, jusqu'à ce qu'elle fut libérée par la flotte ottomane en 1622.

A la fin du siècle, la domination portugaise s'estompe face à ses concurrents britanniques et hollandais.

Les Anglais ont su éloigner les flottes espagnoles et portugaises du Golfe, et au début du 17ème siècle, le Chah Abbas 1er Assafali apparaît sur la scène politique et attaqua les forteresses portugaises du Golfe, au moment où l'Etat des « Yabaris » combattait les Européens, au Golfe, aux côtes africaine et indienne.

Le Chah a expulsé les Portugais du Bahrein en 1622 grâce à l'effort conjoint de ses habitants et de l'armée iranienne. Quatre forces s'allièrent alors contre les Portugais : Anglais, Arabes, Perses et Turs, mais seuls ces trois derniers ont libéré Mascate en 1648.

A la fin du 17ème siècle, un nouveau concurrent apparaît : le colonialisme français, mais il ne pouvait mettre fin à l'activité anglaise. Malgré les tentatives de Napoléon de contacter le Roi de Mascate. Celle-ci fut proclamée protectorat anglais en 1871, et Oman divisé en trois parties.

- 1) L'Immama d'Oman comprenant la majeure partie des régions intérieures.
- 2) Le Sultanat de Mascate avec Mascate et certaines villes côtières.

3) La côté d'Oman appelée « Côte d'El Mahadine et comprenant sept « Mchikhates » autonomes : Rass El Khaima ; Ajama ; Abou Dadi ; Charka ; Ben Oum Kaynine et Fjira.

En 1924, les USA apparaissent sur la scène du Golfe en faisant concurrence aux Sociétés Pétrolières Anglaises.

Il était donc nécessaire de donner au Conseil National ce bref aperçu pour mieux comprendre la position que j'ai prise depuis mon séjour en Egypte avant 1956 et surtout il y a 2 ans pour soutenir l'indépendance du Bahrein et l'unité des Principautés du Golfe.

L'intervention américaine, après avoir fait sienne la cause israélienne, a profondément touché les habitants de cette région qui s'inquiétaient aussi de la pénétration chinoise au Sud. Malgré la tentative anglaise de se fonder sur l'ex-dominion iranienne sur la région, ses habitants ont exprimé leur volonté d'indépendance.

L'Iran comprit alors qu'il était dans l'intérêt commun de reconnaître l'indépendance du Bahrein et cesser de faire valoir ses revendications historiques sur la région. C'est d'ailleurs, ce qu'on a inséré dans le mémoire présenté à la Ligue Arabe en 1954 au nom de l'Association pour la Lutte de Libération des Peuples Arabes, et ce fut le centre de nos entretiens avec les Arabes et les Iraniens, ces dernières années.

L'indépendance de Bahrein, a été proclamée et il n'y a pas de doute que l'Iran et les pays arabes voisins ont intérêt à la réalisation d'une confédération entre les neuf émirats du golfe (les sept qui se sont détaché de Amman, Katar et Bahrein) et à l'évacuation des forces britanniques de la région, dans les délais impartis. Ainsi (prendra naissance), un Etat unifié qui prendra place à côté de l'Arabie Saoudite et du Koweït, coopérant avec l'Iran pour contenir l'implantation militaire américaine

qui veut s'opérer sous prétexte de (combler) le vide laissé par le départ britannique et participant à l'effort commun pour libérer la Palestine et contribuer à l'Union arabe.

Mais le problème qui demeure après le départ de la Grande Bretagne des principautés de la Côte d'Oman, se contentant des bases installées à Chypre, c'est l'avenir de Mascate et d'Oman.

Le sultan de Mascate avait signé avec les USA un traité d'amitié et de commerce en 1949 en vertu duquel les Américains ont le droit de s'installer et de créer des représentations commerciales dans ce sultanat. C'est ainsi que les sociétés de pétrole ont pu obtenir des concessions spéciales en plus de leurs participations dans les Compagnies anglaises. Bien que le sultan de Mascate soit lauréat d'une université anglaise il représente la réaction et l'immobilisme dans tout le sens du terme. Le sultan Saïd Ibn Taimour possède une centaine de concubines et s'oppose à toutes les réformes demandées par le peuple. La Grande Bretagne le protège contre la colère de la population et du front de libération qui agit en accord avec les Etats de l'Arabie du Sud et avec l'appui de la Chine Populaire.

La libération d'Oman et de Mascate est une nécessité impérieuse. Il faudrait ensuite les inclure dans la Fédération des principautés. Je ne peux évoquer le colonialisme et ses séquelles sans rappeler l'oppression que subissent les communautés musulmanes en particulier dans le Tchad qui fait appel aux soldats français pour les mater. Nos frères Tchadiens luttent sans que les Etats arabes s'émeuvent ou les aident. Les Etats progressistes eux-mêmes ne font pas le moindre geste en leur faveur. Pourtant le Tchad est situé au voisinage de deux Etats arabes progressistes qui sont la Libye et le Soudan qui en principe ne devraient pas reculer devant les différentes formes d'aide et d'appui à apporter aux combattants. Nous faisons appel à eux pour aider les com-

battants tchadiens. Nous faisons également appel à la Ligue Arabe pour s'intéresser au problème du Tchad en tant que (pays) musulman et arabe.

Je suis heureux de souligner l'échec du mouvement sécessionniste biafrais et la victoire de l'Unité Nigériane malgré les efforts fournis par les pays colonialistes en faveur de la sécession.

Le Nigéria aujourd'hui panse ses plaies et se préoccupe de la reconstruction du pays et les Etats arabes auraient dû participer à cette reconstruction selon leurs possibilités pour faciliter la mission du gouvernement fédéral surtout dans le domaine social tel que la Santé et l'Enseignement.

Les Musulmans nigériens ont besoin des missions arabes et musulmanes pour faire échec aux missionnaires chrétiens étrangers.

Une participation modeste de chaque Etat musulman pourrait apporter des résultats très intéressants dans la défense de la culture musulmane et la propagation de la foi parmi les enfants et les jeunes. Le secrétariat qui coordonne l'action des Etats musulmans doit lorsqu'il sera en place mettre de telles activités en tête de son programme de travail. Actuellement, dans le cadre de la Ligue Arabe ou au sein de l'Organisation Africaine, les Etats arabes pourraient agir dans ce sens.

L'Etat d'exception en lieu et place du régime démocratique

A l'intérieur du pays, les aspects politique, culturel, social, économique, prêtent tous largement le flanc à la critique.

Les points de faiblesse que l'on relève ont tous une

origine commune. Alors que le Maroc a lutté en faveur de la Constitution et du régime parlementaire, l'application des dispositions constitutionnelles et le respect des lois laissent beaucoup à désirer. On eut vite recours à l'état d'exception. Un pouvoir sans contrôle populaire et sans opposition commet de multiples erreurs. Nous avons dès le premier jour mis en garde contre les risques d'erreurs et nous avons utilisé tous les moyens légaux pour retourner à une situation normale. Des pétitions ont été présentées au Cabinet Royal et au gouvernement demandant la fin de l'état d'exception et l'instauration d'un régime démocratique.

Nos journaux et nos organismes n'ont cessé de réclamer la levée de l'état d'exception. C'est devenu pour nous un leit motiv dans nos réunions, nos congrès, nos sessions, nos manifestations. Nous sommes appuyés dans ces revendications par les jeunes, les étudiants, les ouvriers. Nous ne sommes que les porte-paroles du peuple et nous exprimons la volonté unanime des citoyens. Surtout que l'état d'exception a fourni la preuve éclatante qu'il est incapable de doter le pays d'un système sain accepté et approuvé par la Nation.

Ce que nous entendons et ce que nous voyons chaque jour est assez pénible et assez édifiant pour insister encore plus. L'état d'exception a engendré des contradictions et un laisser aller coupables à tel point que des représentants de la sécurité publique se sont permis de tuer à bout portant des citoyens innocents comme le cas de Hmidou El Watari qui a été victime d'un agent de la circulation entêté. Il y a d'autres cas aussi pénibles que nous n'avons pas besoins de citer ici. Pourtant nous respectons les institutions nationales et en premier la Direction de la Sûreté. Mais la responsabilité de cet état de choses incombe, à notre sens, à ceux qui n'ont pas respecté la Constitution et les lois fondamentales. Ils ont ouvert la voie aux fonctionnaires et cela a conduit à l'abus du pouvoir dans tous les domaines et à tous les échelons.

L'Etat est un, et indivisible. C'est pour cela que la politique du favoritisme et les abus des clients du pouvoir sûrs de l'impunité ont conduit à créer cette atmosphère qui prélude aux troubles. On ne peut y remédier que par un retour à la démocratie parlementaire constitutionnelle qui délimite les responsabilités, sépare les pouvoirs, contrôle réellement l'action gouvernementale, et accorde les libertés d'expression, de réunion et d'information.

La cession des terres aux néo-colons

Cette situation freine l'évolution du pays et étouffe sa personnalité. L'abandon dans lequel est rejeté le fellah l'expose aux abus et à l'exploitation de la part des fonctionnaires des responsables et des favoris du pouvoir.

La terre doit être distribuée aux fellahs

Il est indigne que le fellah demeure privé de ses droits élémentaires dont jouit le citoyen. Il faut qu'il profite lui aussi des progrès de la vie moderne, des routes, de la lumière, de l'eau potable, des médicaments et de l'enseignement.

Comment peut-on lui garantir ces droits alors que l'on pratique une politique de latifundia et que l'on s'ingénie à créer une nouvelle féodalité. Notre programme depuis les débuts de l'indépendance visait à distribuer les terres de colonisation qu'elle soit officielle ou privée, aux fellahs pour appliquer la réforme agraire dans laquelle l'Etat avait un rôle d'orientation d'aide matérielle et technique, le fellah apportant son travail dans le cadre de la loi de la réforme et des directives de l'Etat.

Or le gouvernement s'est hâté à la récupération des terres de colonisation officielle et leur cession à ce qu'on

peut appeler des colons indigènes. Ces terres devraient revenir aux fellahs groupés en coopératives.

Certains clients du pouvoir ont pu acheter une partie des terres de la colonisation privée, ne garantissant même pas des emplois supplémentaires. Les nouveaux propriétaires sûrs de l'impunité licencient à volonté leurs ouvriers, se contentant d'un strict minimum de main-d'œuvre même au risque d'une baisse de production ou d'un appauvrissement du sol.

Pour toutes ces considérations, j'ai proclamé au nom du Parti le 10 janvier dernier que la terre devait appartenir à celui qui la travaillait. Seuls seront propriétaires du sol ceux qui la travaillent et non les citoyens favorisés par le pouvoir qui peuvent à volonté le laisser improductif ou alors exploiter le sol et les ouvriers.

La politique d'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres

La politique suivie dans notre pays conduit automatiquement à l'accroissement de la richesse des riches et l'appauvrissement des pauvres. En effet les moyens de l'enrichissement illégal existent pour ceux qui n'ont pas de conscience, les opportunistes, les intermédiaires et ceux qui utilisent le trafic d'influence. C'est la raison pour laquelle notre parti demande la création et l'application de la loi sur l'origine des biens mal acquis. Nous voulons apaiser les craintes populaires par l'établissement d'un pouvoir sain capable de mobiliser la Nation en vue de réaliser le plan et d'avoir des représentants authentiques. Le seul moyen demeure la levée de l'état d'exception et le retour à la vie parlementaire. Le Comité Exécutif a préparé un projet en ce sens. Le camarade Abdelkrim Ghallab vous le présentera.

L'arabisation de l'enseignement et de l'administration et la modification de l'humanisme étranger dans l'enseignement

La confusion existant dans la politique de l'enseignement telle qu'elle est pratiquée par les différents gouvernements depuis 1963 a créé un climat d'insécurité en ce qui concerne l'avenir de la langue arabe, de l'humanisme marocain, de l'éducation civique et de la formation musulmane.

Nos enfants ne savent plus ce que l'on veut faire d'eux et n'ont plus confiance dans l'avenir. Il est tout de même étrange qu'après 14 ans d'indépendance nous ne puissions pas décider sur un point si vital qui en fait est la base même de notre entité nationale et culturelle.

Le colonialisme nous a légué un système d'enseignement défaillant, issu de fonctionnaires maghzen dans les « buïquas ». Après l'indépendance nous pensâmes à la formation accélérée de cadres nationaux en nous reposant sur l'assistance technique étrangère qui nous dictait notre politique et notre orientation. Ainsi le colonialisme est demeuré chez nous à travers l'assistance technique et les Marocains formés en hâte par ces assistants. C'est la continuation de la politique indigène du Protectorat avec la francisation, le relâchement des mœurs et de la foi et l'enseignement au compte gouttes. On comprend dans ces conditions l'identité de vue sur la francisation entre les gens au pouvoir et une certaine opposition se disant progressiste.

Je vous avoue chers frères que j'arrive à m'entendre avec certains professeurs étrangers lorsque je discute avec eux sur l'arabisation et l'islamisation de l'en-

seignement et des lois beaucoup plus qu'avec les semi intellectuels qui se disent instruits alors qu'ils ne cherchent qu'à abattre ce qui est Marocain, Arabe ou Musulman dans ce pays.

Le progressisme est, je pense la réanimation de l'entité nationale et l'édification d'une société reposant sur la culture nationale, la langue nationale et la loi émanant de la volonté populaire. En outre et dans ce cadre, la recherche d'une justice sociale, de l'égalitarisme économique ou du socialisme. Est-ce que celui qui abandonne sa langue nationale et la culture de son pays peut être considéré comme progressiste ? A moins que le progressisme soit l'équivalent de trahison, et de lutte pour l'implantation de la langue et de l'esprit étranger à la place de ce qui est national. La Révolution ! Qu'elle soit donc. Mais en vue de quoi et sur quelles bases ? La mauvaise compréhension de la réalité des choses a fait dévier le Colloque d'Ifrane de sa véritable voie et a permis au gouvernement de proposer lors des commissions l'abolition de l'enseignement en arabe des sciences dans le primaire. Nous voyons un fait extraordinaire. Des gens connus pour leurs sentiments patriotiques défendre le bilinguisme de l'enseignement et la francisation du primaire alors qu'ils étaient auparavant partisans acharnés de l'arabisation selon les plans connus. Étrange quand même. C'est l'ère du veau d'or qui revient et le règne des caméléons.

Le Parti de l'Istiqlal est décidé à continuer la lutte seul avec l'aide de Dieu pour répondre aux aspirations du peuple.

Le Parti de l'Istiqlal demande l'arabisation de l'enseignement et de l'administration, conformément au projet présenté en ce sens et considère comme trahison l'abandon de l'arabisation et l'institution du bilinguisme. Les prétextes fournis par l'administration et quelques soi-disant techniciens sont des preuves formelles de mauvaise volonté

parce que quand l'Etat veut réaliser quelque chose, il est capable de le faire et de créer les conditions favorables de réussite.

Ainsi donc, nous demandons :

1) La conservation de l'arabisation de l'enseignement primaire telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent ;

2) L'arabisation progressive du secondaire à partir d'octobre prochain ;

3) L'arabisation de l'histoire, la géographie et la philosophie dans tout le secondaire à partir d'octobre prochain ;

4) La création de commission des manuels arabes nécessaires selon les méthodes récentes appliquées en Occident ;

5) L'arabisation de toutes les sections de la Faculté de Droit, juridique économique, politique et la fermeture définitive de la branche française ;

6) Le renforcement des matières du droit musulman dans la Faculté de Droit et un choix plus judicieux des professeurs ;

7) L'arabisation de la Faculté des Lettres, sauf les sections spécialisées en langue étrangère ;

8) L'arabisation de l'Ecole Marocaine d'Administration et son intégration dans l'enseignement supérieur après l'obtention de la licence en droit ;

9) La création d'une section arabe dans la Faculté des Sciences ;

10) La création d'une section arabe à l'Ecole Mohammédia d'Ingénieur ;

11) Le bilinguisme dans les Instituts supérieurs d'Agriculture, d'Etudes forestières, de Police et de l'Armée ;

12) La nomination d'assistants arabes dans la Faculté de Médecine, la Faculté de Pharmacie et de l'Ecole Vétérinaire.

Pour une arabisation complète, nous demandons :

L'arabisation générale de l'administration, de la gendarmerie, de la police et de l'armée.

En ce qui concerne l'enseignement originel, nous remarquons paradoxalerent qu'au moment où un département ministériel spécial a été créé le pouvoir refuse d'accorder les moyens nécessaires. Les Instituts religieux primaires et secondaires sont en voie d'extinction parce que toute aide leur est refusée. Il en est de même pour la Karaouiyine qu'on ne veut pas doter des moyens susceptibles de lui permettre de jouer son rôle en fonction des besoins, de l'histoire et du rayonnement qu'elle possède en terre musulmane et en Afrique.

Ainsi donc, nous demandons :

1) La création d'écoles pour fournir à la Karaouiyine les effectifs nécessaires ;

2) Le renforcement des universités provinciales avec tous les moyens appropriés pour leur développement ;

3) La réforme de l'enseignement supérieur pour que les Ulémas soient à la hauteur ;

4) La création d'instituts de la recherche scientifique avec les moyens appropriés pour qu'ils remplissent leurs missions ;

5) L'attribution de bourses suffisantes pour les étudiants de la Karaouiyine ;

6) La création de classes scientifiques dans les écoles secondaires de l'enseignement originel ;

7) La création de facultés arabes rattachées à l'Université Karaouyne ;

8) Création d'un institut de la recherche islamique pouvant recevoir les chercheurs d'Afrique et des autres continents ;

Nous dénonçons l'incorporation des étudiants en tant que mesure de répression

Au moment où nous sommes réunis les étudiants remplissent les prisons de Rabat, à la suite des grèves et des manifestations en faveur des intérêts étudiants et des solutions aux problèmes de l'enseignement. Les étudiants ne veulent pas que l'Etat utilise le service militaire comme moyen de pression et de répression. Nous nous joignons aux étudiants dans leur attitude. Ils doivent avoir droit au sursis jusqu'à la fin des études et des examens. L'Etat, pourtant, avait dit qu'il ouvrait le dialogue avec les étudiants. Les paroles correspondent-elles aux actes ? A-t-on à Ifrane renoncé à l'arabisation d'un commun accord ? La grève qui vient d'avoir lieu a pris comme prétexte l'incorporation des étudiants dans l'armée mais au fond le problème est plus grave et plus complexe. Les étudiants cherchent une politique stable dans l'enseignement avec des options nationales et le refus de renoncer à l'arabisation des sciences au primaire et au secondaire, la formation de professeurs valables en facultés la généralisation des bourses et autre demandes plusieurs fois présentées mais sans succès. Il est regrettable que l'interdiction de parution de journaux s'étende à « La Voix de l'Etudiant », organe de l'UGEM alors qu'elle n'a écrit que ce que les étudiants demandent légitimement.

Nous demandons la libération des étudiants prison-

niers, l'apaisement des étudiants quant à leur avenir pour qu'ils abordent les examens sans crainte et sans soucis.

De ces problèmes que j'ai relatés, vous voyez l'effort qu'a fait le Parti par ses journaux, ses organisations et ses hommes pour faire prendre conscience au peuple afin de lutter pour ses droits, présenter des pétitions et organiser des meetings.

Le Parti a participé aux élections municipales et rurales malgré ce que nous savions d'avance de leurs résultats parce que nous voulions que le peuple reste combatif pour ses droits à la démocratie. J'enregistre le succès de notre programme pour démontrer l'intervention de l'Administration et les directives gouvernementales et la réponse de nos frères qui ont présenté leur candidature dans les 1.200 circonscriptions avec courage, quiétude et conscience.

Nos deux frères Ghallab et Berrada ont été emprisonnés pour ce qu'ils ont écrit en ce qui concerne le droit du Maroc en la Mauritanie. Les intellectuels de toutes les organisations se sont solidarisés avec eux et avec le Parti ce qui a donné poids à nos positions nationales.

Nous avons organisé plusieurs colloques à la Jeunesse Istiglalienne, à la Jeunesse Scolaire, aux Scouts Hassani, Tarbya et Takhyim et autres de nos organisations comme nous avons organisé un certain nombre de conférences dans les locaux du Parti et ailleurs.

Le défilé de l'UGTM, le 1er mai de cette année, a été excellent dans la plupart des villes du Maroc. Malgré les obstacles administratifs, les travailleurs ont démontré leur attachement au Parti et à ses principes ; ils ont demandé la levée de l'état d'exception, l'arabisation de l'enseignement et autres revendications populaires.

En ce qui concerne nos relations extérieures, nous avons accueilli des délégations de la RDA de l'Indonésie, et des Etudiants Musulmans d'Amérique. Et je suis allé

en Tunisie, Iran, à Abou Dhabi et au Koweït. Dans notre programme nous avons des voyages pour la Yougoslavie, l'Allemagne et les pays arabes.

En conclusion, j'adresse mes saluts à nos frères combattants qui luttent pour la liberté et le bonheur de notre peuple invoquant Dieu à ce qu'Il nous aide dans la réalisation de nos principes religieux et nationaux et à unir la nation musulmane.

Je déclare l'ouverture de votre Conseil National.

ALLAI EI FASSI

ALJEDISSA BIRIMIRI

YABAS W

